

## Appel des 100

---

**Après une année d'enquête, Médor monte au front : la fraude sociale organisée appauvrit l'Etat, attise d'autres formes de criminalité grave et accroît la souffrance au travail. Il est temps d'y remédier.**

Depuis janvier 2020, Médor enquête dans des domaines d'activité aussi divers que la construction, l'aide-ménagère à domicile, le nettoyage industriel et le transport ferroviaire, et le constat est sans appel : ces dix dernières années, la fraude sociale organisée s'est répandue à toute vitesse sur le sol belge. Elle vise des secteurs d'activité entiers, où de nombreux acteurs économiques se disent obligés de comprimer les prix vers le bas, de recourir à de la sous-traitance en cascade et d'injecter une part de main-d'œuvre « low cost », pour ne pas dire sans-papiers, pour gagner des contrats.

Cette fraude massive prive l'Etat et la Sécurité sociale de moyens financiers conséquents. A lui seul, le travail détaché autorisé par l'Union européenne représente chaque mois 1,1 milliard d'euros de prestations sur lesquelles aucune cotisation n'est payée en Belgique. Le coût pour la collectivité s'accroît encore en période de crise économique et sanitaire, affectant, in fine, la santé ou l'éducation.

La fraude sociale organisée est intrinsèquement liée à d'autres formes graves de criminalité : blanchiment d'argent, corruption, trafic d'armes ou de stupéfiants, traite des êtres humains. A titre d'illustration, des filières étrangères produisant ce qui ne peut être qualifié que d'esclavage moderne sont en recrudescence sur notre sol. Laisser proliférer de tels réseaux structurés représente un danger pour notre démocratie.

Enfin, les travailleuses et les travailleurs, quels que soient leur secteur, statut ou nationalité, sont les premières victimes de la fraude. Le dumping intensif y est de fait associé à des formes de harcèlement. La souffrance au travail et l'augmentation des discriminations sont les corollaires de la fraude sociale organisée. Elles ne sont pas pour autant des fatalités.

En Belgique, la lutte contre la fraude sociale organisée manque de détermination politique. L'Office national de sécurité sociale, chargé de la récolte des cotisations,

# MÉDOR

---

n'est pas transparent quant aux montants récupérés et aux transactions acceptées. Les spécialistes consultés par Médor conviennent qu'il appartient aux élus de se donner les moyens d'améliorer de front la détection des mécanismes frauduleux et le développement d'outils efficaces en matière de répression de la fraude.

Pour ces raisons et à l'initiative du média d'investigation Médor,

Nous, signataires du présent appel, demandons la mise en œuvre d'une Commission d'enquête parlementaire chargée d'analyser les carences récurrentes de la lutte contre la fraude sociale organisée. A l'instar de la commission chargée d'examiner l'échec des grands dossiers de fraude fiscale, en 2009, il est essentiel que ce débat public débouche sur des recommandations claires, définies en bonne intelligence avec les acteurs de terrain.

---

# Les signataires

---

## Le Groupe des 11

**Alexis Deswaef**, avocat, vice-président de la Fédération Internationale des Droits humains; **Brahim Hilami**, secrétaire fédéral, centrale générale FGTB; **Catherine Badot**, avocate générale à la Cour d'appel de Mons; **Catherine Mathy**, permanente, centrale générale FGTB; **Jean-Claude Delepière**, magistrat honoraire, ex-président CTIF; **Marianne Lerouge**, responsable générale chemins de fer, CSC-Transcom; **Marianne Thomas**, magistrate honoraire, Auditorat du travail de Bruxelles; **Michel Claise**, juge d'instruction financier; **Pasquina Anglani**, permanente CSC alimentation et services; **Roberto Parrillo**, responsable générale transport et logistique, CSC-Transcom; **Sebastien Dupanloup**, secrétaire fédéral, ACCG-FGTB;

## Les partis politiques

**Catherine Fonck**, cheffe de groupe cdH à la Chambre; **Cécile Cornet**, députée fédérale Ecolo; **Dirk Van der Maelen**, ancien député SPA, ex-membre de la commission fraude fiscale; **François De Smet**, président de DéFI, député fédéral; **Jean-Marc Delizée**, député fédéral PS, ancien ministre; **Marc Botenga**, député européen PTB; **Marco Van Hees**, député fédéral PTB; **Olivier Maingain**, ancien député et Président de DéFI, bourgmestre de Woluwe Saint-Lambert; **Raoul Hedebouw**, chef de groupe PTB à la Chambre; **Sophie Rohonyi**, députée fédérale DéFI;

## Les syndicats et mutuelles

**Abdelmajid Elatrouss**, secrétaire permanent régional CGSP Cheminots; **Benjamin Wery**, secrétaire permanent, centrale générale FGTB de Liège Huy Waremme; **Carlo Briscolini**, président de la régionale FGTB Charleroi Sud-Hainaut; **Christian Lochet**, Secrétaire régional wallon CGSLB; **Elisabeth Degryse**, vice-présidente de la mutualité chrétienne; **Felipe Vankeirsbilck**, secrétaire général CNE; **Geoffrey Goblet**, secrétaire général, centrale générale FGTB; **Grace Papa**, secrétaire régionale CSC titres services; **Isabelle Gilles**, aide ménagère, ancienne travailleuse de Trixxo; **Jean Pascal Labille**, président de Solidaris; **Jean-François Tamellini**, secrétaire fédéral FGTB; **Luc Van Gorp**, président de la Mutualité chrétienne; **Marc Leemans**, président CSC; **Marie-Hélène Ska**, secrétaire générale CSC; **Olivier Valentin**, secrétaire national CGSLB; **Patrick Vandenberghe**, président de la CSC BIE; **Philippe Dubois**, secrétaire permanent, CGSP

---

Cheminots; **Pierre Cuppens**, secrétaire général de la CSC BIE;  
**Stéphane Deldicque**, président CSC services publics; **Thierry Bodson**,  
président FGTB;

## Les académiques

**Alain Eraly**, professeur de sociologie à l'ULB; **Carla Nagels**, criminologue à l'ULB, co-autrice de "Sociologie des élites délinquantes"; **Christian Savestre**, responsable économie & politique chez Pour press; **Etienne de Callataÿ**, économiste, Orcadia AM; **François Gemenne**, chercheur à l'université de Liège, directeur de l'Hugo Observatory; **Gregory Mauzé**, politologue et journaliste, membre du collectif éditorial de la revue Politique; **Ingrid Colicis**, économiste, présidente de la Commission Revalidation chez AVIQ; **Isabelle Ferreras**, maitre de recherches FNRS, professeure à l'UCLouvain; **Jean-François Husson**, chercheur, secrétaire général du centre de recherche CRAIG; **Jean-Yves Huwart**, journaliste, auteur et entrepreneur; **Laura Merla**, politologue et professeure de sociologie à l'UCLouvain; **Marc Sinnaeve**, chargé de cours à l'IHECS en matières sociales, économiques et politiques; **Mateo Alaluf**, docteur en sciences sociales et professeur ordinaire à l'ULB ; **Pascale Vielle**, professeure de droit social à l'UCL, spécialisée en sécurité sociale et en études de genre; **Philippe Defeyt**, économiste, ancien secrétaire fédéral d'Ecolo; **Sybille Mertens**, professeure d'économie sociale et durable HEC Liège;

## Les associations

**Anne Dufresne**, sociologue au Gresea, responsable du réseau Econosphères; **Anne-Marie Andrusyszyn**, directrice du CEPAG ; **Ariane Dierickx**, directrice générale de l'Ilot; **Arianne Estenne**, présidente du MOC; **Arnaud Zacharie**, secrétaire général du CNCD-11.11.11; **Bernard Duterme**, directeur du CETRI; **Bruno Bauraind**, secrétaire général du Gresea; **Bruno Bayot**, directeur de Financité; **Christine Mahy**, secrétaire générale et politique du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté; **Christine Pagnoule**, secrétaire d'ATTAC-Liège, administratrice au Comité pour l'annulation des dettes illégitimes; **Christine Pauporté**, coprésidente d'Attac Bruxelles; **Christophe Cocu**, directeur associatif, Ligue des familles; **Christophe Van Gheluwe**, fondateur et éditeur de Cumuleo; **Didier Palange**, Membre d'Attac Charleroi; **Douglas Sepulchre**, collectif des Coursiers; **Guillaume Lohest**, président des Équipes populaires; **Jean-François Herz**, co-directeur de la SAW-B; **Jérémie De Clerck**, président du MOC Bruxelles; **Marie Messiaen**, présidente de l'association syndicale des magistrats; **Patrick Dupriez**, directeur d'Etopia, ancien co-président d'Ecolo; **Pierre Lucas**, administrateur BAO Elan Vital; **Romain Gelin**, chercheur au Gresea; **Stéphane Heymans**, directeur de la Centrale des Soins à Domicile;

---

## Les personnalités et les anonymes

**Alexandre Pycke**, entrepreneur; **Bernard Melchior**, ex-Actiris, retraité actif, artiste; **Betel Mabile**, militante antiraciste, féministe, anticapitaliste; **Carine Anthonissen**, juge de la jeunesse; ancienne juge d'instruction; **Christelle Dinjar**, aide-ménagère; **Cindy Hennis**, aide-ménagère, ancienne travailleuse de Trixxo; **Eddy Caekelberghs**, journaliste, vice-président du Centre d'action laïque; **Emma Pajevic**, programmatrice, Radio Moskou; **Isabella Lenarduzzi**, directrice de JUMP; **Mehdi Kassou**, porte-parole de la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés; **Pierre Piret**, professeur de littérature à l'UCL; **Véronique Sonnevile**, professeure et musicienne;

## Les étudiant·e·s engagé·e·s

**Adriano La Gioia**, Cercle du Libre Examen de l'ULB; **Léa Vromann**, étudiante en sociologie, ULB; **Martin Corten**, étudiant en droit, ULB; **Ophélie Buffe**, étudiante en droit, ULB; **Pauline Vermeiren**, étudiante bio-ingénieure, UCL, et conseillère communale;

## Les soutiens de Médor

**Apolline Vranken**, architecte, fondatrice de l'Architecture qui dégenre; **Aude Garelly**, coopératrice; **Pierre Huygebaert**, fondateur; **Simon Werner**, coopérateur; **Virginie Dewulf**, coopératrice;